

Les visionnaires du début du XX^e siècle

SIMONE FORSTER, COLLABORATRICE SCIENTIFIQUE IRDP

Au seuil du XXI^e siècle, il est difficile de prévoir l'évolution et l'espérance de vie de cette vieille dame plus que centenaire qu'est l'instruction publique obligatoire. Qu'en était-il au début du XX^e siècle alors que l'école publique n'avait guère qu'une trentaine d'années ? Quelles étaient alors les visions des pédagogues qui esquissaient l'école de l'avenir ?

Que peut-on, que doit-on attendre du système éducatif ? Ces questions étaient récurrentes au début du XX^e siècle. On s'accordait sur certains points. L'éducation devait former des citoyens actifs, respectueux de l'ordre et des hiérarchies sociales, capables de collaborer au progrès et à l'essor de l'économie. Les cantons consignèrent ces missions dans les lois scolaires : instruire, cultiver l'intelligence, fortifier les bons sentiments, inculquer les règles

de la morale, former le caractère, favoriser le développement physique et spirituel afin que les élèves fussent capables de remplir leurs devoirs politiques, économiques et sociaux. L'école était aussi investie d'une mission de prévention et de régénération morale. Elle avait à lutter contre les maux de la société : l'alcoolisme, les maladies infectieuses, la mendicité. En s'attachant à réformer les enfants, on pensait réformer, par contagion, les parents et peut-être la société elle-même.

L'école du début du XX^e siècle avait donc de grandes ambitions. Ses pédagogies étaient autoritaires. Il fallait de l'ordre, de la méthode, de la précision. Le bureau du maître, juché sur une estrade, dominait la classe. Les élèves étaient assis suivant leur classement; les bons devant, les mauvais derrière. Leur tâche était de réciter leurs leçons. Peu ou guère d'expression ou de créativité. Les buts de la classe d'écriture et de dessin étaient la reproduction exacte de modèles. Les élèves passaient de longues heures à dessiner des motifs géométriques d'après des mesures dictées par le maître. Pourtant, dans cette rigueur perceait une autre école, celle qu'entrevoient déjà certains spécialistes.



un instituteur et sa classe en 1903

Le Congrès scolaire suisse de 1896 ou l'esquisse d'une nouvelle école pour le XX^e siècle

Ce congrès décréta trois principes qui seraient les fondements de l'école du XX^e siècle, laquelle allait se construire autour de la personnalité de l'enfant. Les journées commenceraient toujours par des récits. Des contes pour les petits degrés, des récits puisés dans la mythologie pour les degrés supérieurs. Ce langage symbolique parle à l'intelligence, donne confiance, aide à se construire et montre l'importance de l'effort pour triompher des difficultés. Le deuxième principe était celui de la «concentration» c'est-à-dire de l'appui récipro-

que des disciplines. Il fallait des ponts entre les apprentissages car des notions sans liens les unes avec les autres se perdent vite. Seul le savoir organisé est durable. Troisième principe : les connaissances devaient découler de l'observation et de la recherche et ne pas être imposées ou inculquées. Les apprentissages devaient suivre une succession logique : observation, analyse, synthèse, généralisation, application. L'école du futur était donc ouverte, créative, attentive au développement des enfants.

Une école centrée sur l'apprentissage plutôt que sur l'enseignement

Hugo Gaudig (1860-1923) préconisa une école où le maître ne faisait que guider l'élève sur le chemin des connaissances. L'école de l'avenir était celle de l'action, où les élèves ne subissaient plus l'enseignement mais devenaient les artisans de leur propre développement. Le rôle du maître était d'éveiller la curiosité, de stimuler la réflexion et la recherche de mé-

thodes de travail personnelles. Les enfants gagnaient ainsi en indépendance et acquéraient des techniques qui leur étaient utiles leur vie durant. Ils devaient aussi disposer d'outils pour évaluer leur travail et leurs progrès. En un mot, l'école du futur serait tournée du côté de l'apprentissage plutôt que de l'enseignement. Hugo Gaudig, directeur d'un gymnase pour jeu-

nes filles de Leipzig, mit ses théories en pratique. Son école devint un laboratoire pédagogique très visité et connu dans le monde entier¹.

En Suisse, Edouard Claparède (1873-1940), fondateur de l'Institut Jean-Jacques Rousseau à Genève (1912), écrivait que l'école du futur devait être un laboratoire plutôt qu'un auditoire. L'enfant serait au centre des plans d'études et des méthodes et l'en-

seignant deviendrait *un stimulateur d'intérêts*. Au lieu de se borner à transmettre des connaissances, celui-ci aiderait les enfants à les acquérir eux-mêmes par leur travail et leurs recherches personnelles. En 1916, il déclarait que l'école devait être faite pour l'enfant et non l'inverse. C'était ce qu'il appelait *une nécessaire révolution copernicienne*.

Le *self government* ou l'apprentissage de la citoyenneté

En Suisse aussi, au début du siècle, on s'inquiétait de la mission de l'école face à certains maux sociaux comme la violence, le vagabondage et le vol. On pensait que l'éducation civique allait corriger tant d'errements.

Adolphe Ferrière, pédagogue genevois (1879 – 1960), présenta le système du *self government* au premier Congrès international de pédagogie de 1911. Il s'agissait d'une préparation à la vie de citoyen pratiquée par certaines écoles des Etats-Unis et d'Angleterre. L'exercice concret et l'expérience remplaçaient la leçon. L'école devenait un petit *Etat scolaire* organisé sur

une base démocratique où les élèves jouissaient d'une grande autonomie. Ils avaient leur part de responsabilité dans la discipline scolaire, dans la gestion de la bibliothèque, des vestiaires, du matériel de gymnastique ainsi que dans la vie de la classe elle-même. Celle-ci était une communauté civique. Elle élisait un comité, élaborait son règlement et décidait même des punitions en cas d'infraction². Ce système fut introduit, en 1913, à l'école secondaire de garçons de Berne, au gymnase cantonal de Zurich et à l'Ecole nouvelle de Glarisegg. En dépit de ses succès, il fut abandonné, balayé par la première guerre mondiale.

Albert Chessex, instituteur à La Sarraz : un homme de vision

Albert Chessex, jeune instituteur à La Sarraz au début du XX^e siècle, fut un homme de vision. En juillet 1914, quinze jours avant la guerre, il fit une conférence fort remarquée sur « l'éducation civique et la culture nationale à l'école primaire » au Congrès de la Société pédagogique romande. En 1917, l'Annuaire de l'instruction publique en Suisse publia sa vision de l'école du XX^e siècle. Celle-ci allait s'engager dans la voie de la démocratisation. *Nous avons des chances de voir se réaliser un enseignement secondaire et supérieur largement ouvert à tous et rattaché directement à l'école primaire*. Il y aurait donc une école primaire et secondaire unique, fréquentée par tous les enfants. Les

plans d'études seraient revus. Si les esprits qui ne pensaient qu'au marché ne l'emportaient pas, ils seraient construits, comme le préconisait Claparède, à partir des enfants, de leur nature, de leurs besoins et de leurs intérêts. Les services de santé lutteraient efficacement contre les maladies infectieuses et introduiraient des carnets sanitaires. L'école s'orienterait vers le *self government* et pratiquerait un civisme actif. Les élèves participeraient à la gestion de l'école et de la classe. La formation du corps enseignant gagnerait en qualité et les centres de formation deviendraient des centres de recherche.

On le voit, les visions du début du siècle ne manquaient pas de perspicacité. Avec quelques aménagements, on pourrait les proposer pour l'école du XXI^e siècle.



un enseignant et sa classe en 1993

Bibliographie

Briod, Ernest. - Ecole d'hier et de demain. - *Annuaire de l'instruction publique, Lausanne : Payot 1918*

Chessex, Albert. - L'Ecole populaire Suisse après la guerre. - *Annuaire de l'instruction publique, Lausanne : Payot 1917*

Dubois, P. - Le dictionnaire de Ferdinand Buisson. - *Berne : Peter Lang 2002*

Dr Stettbacher. - Le mouvement des idées pédagogiques. - *Annuaire de l'instruction publique, Lausanne : Payot 1914*